

SOCIÉTÉ En Argentine, 15 % des naissances sont le fait d'adolescentes

Buenos Aires veut conjuguer maternité et années lycée



MARTA NASCIMENTO/REA

Dans un bidonville de Rosario (Argentine). 60% des adolescentes encore scolarisées abandonnent l'école avant l'accouchement.

Buenos Aires

De notre correspondante

La cloche sonne, et les élèves de terminale entrent bruyamment en classe. Aujourd'hui, interrogation écrite. Romina, 19 ans, porte son sac à dos d'un bras, et de l'autre... un adorable bébé joufflu, qu'elle remet à Silvia, son professeur de comptabilité. «*Ce n'est pas la panacée, mais Romina fait tellement d'efforts pour venir en cours que je m'en voudrais de la laisser se dépatouiller avec sa fille pendant les interrogos*», soupire celle-ci. Des bébés dans les salles de classe? Au lycée n° 4 de Villa Lugano, un des quartiers les plus pauvres de Buenos Aires, c'est monnaie courante: «*Cela fait quatorze ans que je travaille ici, et j'ai de plus en plus d'élèves enceintes ou déjà mamans*», regrette Silvia. Souvent, elles n'ont personne à qui laisser leur enfant, alors elles les emmènent en cours et, ma foi, nous nous y sommes habitués.»

Dans ce lycée, cela concerne une quarantaine d'élèves qui assistent aux cours du soir. Le ministre argentin de la santé a qualifié de «*bombe sociale*» les grossesses adolescentes. Les chiffres sont alarmants: sur 700 000 naissances par an, les mères sont adolescentes dans près de 110 000 cas (15,8 %). À titre d'exemple, en France, pour un nombre à peu près équivalent de naissances, seules 6 000 mamans (0,8 %) ont moins de 18 ans.

En Argentine, une étude récente du Centre d'études de l'État et de la société (Cedes) auprès de mères adolescentes ayant accouché à l'hôpital public (ce qui signifie qu'elles sont sans ressources) a démontré que 33 % avaient sciemment choisi d'être mères. Romina vient d'avoir 19 ans, et en décembre elle sera bachelière. Depuis huit mois, elle

Trois écoles primaires sont impliquées

■ Selon l'étude du Cedes auprès d'adolescentes venant d'accoucher, le tiers d'entre elles avaient déjà plusieurs enfants. La moyenne du premier enfant se situait entre 14 et 16 ans. Le «Projet de maintien scolaire» fonctionne d'ailleurs dans trois écoles primaires où, dans certains cas, des petites filles de 11 ans sont déjà mamans.

est aussi maman d'une petite fille, Maia. «*Cette enfant, je l'ai voulue*», souligne-t-elle en souriant. *Je sens qu'elle me fait aller de l'avant. Sans elle, je ne ferais rien de concret.*» Pour ces jeunes filles, la maternité devient, dans une Argentine appauvrie, la seule manière de se sentir utiles et d'avoir un projet.

La jeunesse argentine est une génération dévastée: un million de jeunes de 15 à 24 ans n'étudient pas et ne travaillent pas. Lorsqu'elles sont devenues enceintes, 53 % des jeunes filles interrogées par le Cedes n'allaient déjà plus à l'école, et 46 % ne travaillaient pas. Parmi celles qui étaient encore scolarisées, seules 40 % ont continué à aller en cours jusqu'à la fin de leur grossesse. «*Quel futur peuvent imaginer ces jeunes filles?*» interroge Alberto Sileoni, vice-ministre de l'éducation. *Un enfant leur tient compagnie, représente un projet concret; mais il s'agit d'un projet à contretemps car, malgré tout le respect que j'ai pour la vie, une gamine de 15 ans n'est pas censée vouloir, à cet âge-là, s'épanouir en tant que mère.*»

«*Je suis allée en cours jusqu'à la veille de mon accouchement et, deux semaines plus tard, je suis retournée au lycée*», raconte fièrement Romina. *Et je ne compte pas m'arrêter là. Je voudrais continuer mes études pour devenir quelqu'un pour ma fille.*» Son compagnon, âgé de 18 ans, a arrêté l'école pour travailler, mais promet d'y retourner l'an prochain. Tous les soirs, en sortant du travail, il vient

chercher sa fille au lycée, permettant à la jeune mère de passer les dernières heures de classe tranquille.

À Buenos Aires fonctionne depuis dix ans un programme destiné à retenir à l'école les jeunes filles enceintes, les mères et les pères adolescents. L'école n° 4 de Villa Lugano est le lycée où tout a commencé. «*Il a ouvert ses portes en 1990 et, l'année suivante, nous avions déjà une élève enceinte*», se souvient Norma Colombatto, sa directrice. *Nous avons décidé d'aider ces élèves à faire leur suivi médical,*

Dans quatre établissements, des jardins d'enfants ouvrant jusqu'à 23 heures ont été créés pour que les mères élèves suivant les cours du soir puissent y laisser leurs bébés.

mais nous nous sommes vite rendu compte qu'elles avaient aussi besoin d'un espace de parole.» Mariana Vera, psychologue, a donc créé un groupe de réflexion où les élèves peuvent parler de leur ressenti par rapport à la maternité. Petit à petit, l'expérience s'est étendue à d'autres

écoles. Aujourd'hui, le projet de maintien scolaire de la ville de Buenos Aires fonctionne dans près de la moitié des 130 lycées de la capitale: dans chaque établissement, des «*référénts institutionnels*» (professeurs ou surveillants) sont chargés de faire le lien avec les mères et les pères adolescents. Ils les autorisent à rater les cours pour les examens médicaux, l'accouchement, l'allaitement... Au total, près de 900 élèves bénéficient de ce soutien.

«*Ces jeunes filles ne se définissent qu'en tant que mères. Notre but est qu'elles se définissent également en tant qu'élèves, qu'individus, et que la maternité ne soit pas un motif de désertion scolaire*», explique Mariana Vera, devenue la coordinatrice du projet. Au lycée de Villa Lugano, sur 39 mamans ou futures mamans recensées au début de l'année, une dizaine seulement ont cessé d'aller en cours, et cinq sont finalement revenues par la suite.

Avant d'être enceinte, Paula, 17 ans, maman d'une petite Aldana de 2 ans, vivait dans une usine désaffectée et squattée par 80 familles dans le quartier de Palermo avec sa mère et ses 11 frères et sœurs. À 15 ans, elle a tout fait pour avoir un enfant, contre l'avis de son petit ami. «*Je me sentais seule*», dit-elle simplement. Aujourd'hui, grâce au soutien de sa référente, la surveillante Andrea, elle projette de passer son bac et de faire des études de gestion.

Dans quatre établissements, des jardins d'enfants ouvrant jusqu'à 23 heures ont été créés pour que les mères élèves suivant les cours du soir puissent y laisser leurs bébés. Mais il suffit de traverser la General Paz, le périphérique qui sépare Buenos Aires de sa banlieue, pour plonger dans une autre réalité: là, 97 % des mères adolescentes n'obtiendront jamais leur baccalauréat.

ANGELINE MONTROYA

PERSPECTIVES

Les troupes rwandaises pénètrent à nouveau en RD-Congo

► LES FAITS.

La tension est montée d'un cran entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC): le président rwandais Paul Kagamé, d'ordinaire plus discret, a choisi de multiplier les déclarations, la dernière datant d'hier. «*Des troupes rwandaises pourraient être déjà en République démocratique du Congo pour venir à bout des extrémistes hutus rwandais qui s'y sont réfugiés*», a-t-il annoncé devant le Sénat à Kigali. «*À chaque fois que les Nations unies et la communauté internationale échoueront à désarmer les Interahamwe, les miliciens rwandais et les ex-FAR, l'ancienne armée rwandaise* [NDLR: tous hutus], *et à les contenir, nous le ferons nous-mêmes*», a-t-il précisé. Le président rwandais a ainsi accru la pression sur les autorités de la RDC et sur la mission de l'ONU dans le pays (Monuc) qui n'ont pas réussi à désarmer ces extrémistes, au nombre de 8 000.

► LE CONTEXTE

Il y a huit jours, le chef de l'État rwandais avait prévenu: «*Le Rwanda va s'occuper, le moment venu*», des rebelles rwandais réfugiés en RDC. Avant de demander: «*Si la communauté internationale ne peut pas le faire, alors qui le peut en dehors de nous?*» Le lendemain jeudi, dans un entretien à l'agence américaine Associated Press, il avait renouvelé ses menaces. Il assurait que le Rwanda avait pu éliminer jusqu'à 70 % des milices et prévenir toute attaque frontalière lorsque son armée était en RDC. Ce qui n'était plus le cas depuis 2003. Aujourd'hui, les dernières attaques des extrémistes hutus remonteraient au 15 novembre. Pour lui, «*la guerre avait déjà commencé*».

► L'AVENIR

La nouvelle stratégie «de guerre» du chef de l'État rwandais visait à prévenir, par plusieurs de ses ministres et conseillers, les diplomates occidentaux et l'ONU. Mais l'ONU, avertie de cette possible et nouvelle intervention de l'armée rwandaise en RDC, l'a jugée «*inacceptable*» par la voix du porte-parole onusien, Fred Eckhard. La Monuc, dont les troupes renforcées s'élèvent entre 11 000 et 16 000 casques bleus, a lancé en juillet une campagne d'au moins onze mois pour désarmer les milices hutues dans l'est de la RDC. Mais ce désarmement n'a pas eu lieu, en général les rebelles fuyant se cachent dans les forêts. De l'avis d'observateurs, «*Kagame a toujours cette obsession (depuis le génocide de 1994 qui a fait 800 000 morts chez les Tutsis et Hutus modérés): sécuriser la frontière*». Il faudrait, selon l'avis des mêmes observateurs, créer un «*corridor de sécurité à la frontière rwandaise*» surveillé par la communauté internationale.

JULIA FICATIER